

FORUM 1 Investir dans la formation, une clé pour l'avenir

Les enjeux

Comme le souligne le diagnostic du programme opérationnel FSE « Compétitivité régionale et Emploi », l'accès à la formation professionnelle est très inégal en France : les salariés non qualifiés, les demandeurs d'emploi et les femmes bénéficient généralement peu des programmes de formation et toutes les régions sont confrontées à des poches de sous-qualification.

L'adoption du projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie par l'Assemblée nationale en octobre 2009 est la première étape d'une réforme en profondeur des processus de formation tout au long de la vie.

Face à ces défis, les budgets formation des TPE et des PME sont traditionnellement minces, l'accès de leurs salariés à la formation moins spontanée. Crise ou pas crise, la question de la formation dans les entreprises reste donc une question à part entière et le ciblage de l'intervention du FSE sur ces publics en fait un important levier de changement.

Néanmoins, le ralentissement économique, par son ampleur inédite, a aussi modifié le recours à la formation. Dans une approche plus adaptée à certains bassins d'emploi particulièrement touchés par la récession, le Fonds social européen a été capable d'ouvrir son intervention, à titre temporaire, à de plus grandes entreprises pour la formation de leurs salariés.

Comment ces entreprises ont-elles utilisé ces formations d'attente pour préparer leurs salariés à l'après-crise ? Comment les Conseils régionaux ont-ils géré et accompagné l'afflux de demandeurs d'emploi jeunes et adultes à la recherche d'une formation ?

La crise a aussi mis en évidence des problèmes plus structurels qui ne pourront pas être occultés : coïncidence d'un chômage élevé et de secteurs en tension, déficits de qualification pour certains métiers en transformation, vieillissement de la population active, verdissement des qualifications et « emplois verts », installation pérenne d'une société de services et recomposition de l'emploi dans les territoires.

Les enjeux de moyen terme de la formation qualifiante sont désormais connus : identifier les métiers en transformation, organiser les besoins en qualification, y compris sur les territoires, encourager l'adaptabilité et la mobilité professionnelle, renforcer les liens entre les formations qualifiantes et les entreprises, élaborer de nouveaux référentiels pour les emplois de demain.

Quelles peuvent être, dès lors, les réponses des acteurs de la formation professionnelle à la nécessaire montée en qualification de la population active, en particulier des jeunes ? Comment mieux identifier les compétences adaptées aux emplois de demain ? Comment mieux organiser les besoins en formation, en particulier sur les territoires, et la gouvernance des acteurs ?

le FSE : un
partenaire
face à la
crise

Conférence
européenne

3 et 4 décembre
2009

Palais des congrès,
Dijon
France

Fiche forum 1



Le Fonds social européen : un partenaire face à la crise / Forum : Investir dans la formation, une clé pour l'avenir

Les projets

Plan de formation renforcé de l'entreprise Thevenin (région Franche-Comté)

L'entreprise THEVENIN, située à Champagnole dans le Jura, emploie 100 personnes dans le cadre d'une activité de fonderie sous pression d'aluminium, au sein du groupe industriel jurassien S3i depuis 1999.

En 2008, elle a réalisé un chiffre d'affaire de 14 M k€ dont 87% à destination des équipementiers automobiles et, plus à la marge, du secteur électroménager.

Depuis l'automne 2008, l'entreprise subit une baisse des commandes de plus de 40% en volume. Dès février 2009, l'entreprise a eu recours aux modalités de chômage partiel. Dans ce contexte difficile, l'entreprise a décidé de renforcer son Plan de formation en étant plus ambitieux durant la période de sous activité dans l'optique de l'après crise. Il s'agit, en effet, de qualifier les salariés en les rendant encore plus polyvalents et autonomes.

En juin 2009, avec l'appui de sa Branche Professionnelle et de la cellule de « crise » de Franche-Comté, elle a sollicité le soutien de l'Etat, de l'OPCAIM et du Fond social européen qui lui a octroyé 45 635€ sur un montant global de 180 000 k€.

Ce projet comporte six fois plus d'actions de formations qu'en 2008. A ces formations se sont ajoutés des programmes d'amélioration, intitulés « clés de la performance », s'inscrivant dans le Contrat d'Amélioration de la Compétitivité automobile de Franche-Comté. 80 % des heures de formation de cette première phase concernent des parcours qualifiants impliquant plus de 40 salariés. Les autres modules de formation sont plus spécifiques dans des domaines très divers (maîtrise de procédés de fabrication, initiations aux outils informatiques, anglais...).

Réalisé à 75 %, en grande partie sur les journées « chômées », ce plan exceptionnel semble être à la hauteur des enjeux industriels : amélioration de la compréhension de l'entreprise, connaissances et compétences requises dans un monde toujours plus compétitif nécessitant cohésion, esprit d'équipe et motivation. ■■



Le Fonds social européen : un partenaire face à la crise / Forum : Investir dans la formation, une clé pour l'avenir

Le projet BATIRECO (région Ile-de-France)

Ce projet est porté par la Fédération du bâtiment et des travaux publics de Seine-et-Marne.

Il poursuit trois objectifs :

- renforcer la compétitivité des entreprises du BTP 77
- agir pour l'environnement et le développement durable (référéncé au Grenelle de l'Environnement et labellisé par le pôle Advancity).
- mettre en réseau tous les professionnels de la filière et développer une stratégie de communication sur ces questions.

Ses actions sont partenariales puisqu'il est soutenu à la fois par l'Etat, le Fonds social européen et le Conseil régional d'Ile-de-France.

L'originalité du projet repose à la fois sur l'appropriation des nouvelles technologies et des meilleures pratiques écologiques de construction par les entreprises du BTP, sur la sensibilisation des acteurs économiques et sur l'accompagnement des professionnels du BTP concernant l'évolution de l'organisation de leurs entreprises. Ces professionnels passent ainsi d'une offre par spécialité - chauffage, couverture, électricité (...) à une offre transverse intégrant la mise en œuvre coordonnée de solutions de construction et de rénovation.

Le projet Batireco est mis en œuvre au profit des 500 entreprises de Seine-et-Marne, de 21 000 salarié(e)s du bâtiment, des donneurs d'ordre mais également des collégiens, des lycéens et apprentis du département.

Il propose deux chantiers pilotes :

- la rénovation d'une ancienne gare SNCF : un lieu pédagogique d'appropriation et de transmission des savoir-faire.
- l'Espace BATIRECO à CESSON : espace dédié à l'équipement de la maison où des professionnels du BTP qualifiés et expérimentés proposent à leur clients une offre globale et complète de travaux éco-responsables relatif à la rénovation énergétique.

Pour la période 2007-2010, le projet bénéficie d'une enveloppe prévisionnelle estimée à 3 M€ de Fonds social européen pour un budget global s'élevant à 7 M€. ■■■



Le Fonds social européen : un partenaire face à la crise / Forum : Investir dans la formation, une clé pour l'avenir

Les intervenants

Animateur :

Pierre Le Douaron, Adjoint au Sous-directeur des politiques de formation et du contrôle à la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP).

La DGEFP a pour fonction, au sein du Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, de concevoir et d'animer les politiques d'emploi et de formation professionnelle. ■■

Expériences :

Louis Ledru, Directeur de Batireco et Chef d'entreprise.

Bertrand Demumieux, Administrateur territorial, Sous-directeur du développement économique au Conseil régional Ile-de-France.

Rémy Laurent, Président Directeur Général, Groupe S3I.

Bernard Bailbé, Directeur régional du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Franche-comté et préfigurateur de la DIRECCTE, Direction régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi. ■■

Regards croisés :

Gérard Speranza, Directeur général adjoint du Conseil régional de Bourgogne en charge du pôle développement. Le pôle développement du Conseil régional de Bourgogne regroupe en son sein les directions opérationnelles qui concourent au développement économique. ■■

Ken Lambert, Chef de mission, Autorité de gestion FSE de Grande-Bretagne (Royaume-Uni) ■■

Rapporteur :

Laurence Merlin, conseiller technique au Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie (CNFPTLV). Le CNFPTLV est une instance nationale de concertation entre les acteurs de la formation professionnelle : l'Etat, les partenaires économiques et sociaux et les Conseils régionaux. Elle a trois missions : émettre un avis sur les textes législatifs et réglementaires, évaluer les politiques et clarifier les financements de la formation professionnelle. ■■